

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

31 août 2020

Rédacteurs

Gestion

Recherche Economique

La course aux vaccins, symptôme des nouveaux rapports de force

Le 11 août, la Russie annonçait avoir développé un vaccin contre la Covid-19. En juin, la Chine l'avait déjà affirmé. Le monde entier s'est lancé dans cette course ; chaque puissance économique veut son vaccin, et vite. Les pays développés ont privilégié les partenariats avec leurs laboratoires et s'assurent de leur approvisionnement futur en réservant des doses par millions. Selon l'OMS, 149 recherches de vaccin sont menées à travers le monde dont la moitié en Chine.

Pourquoi cette course planétaire, qui s'apparente plus à un sprint qu'au marathon qu'est habituellement la recherche médicale ? D'abord, évidemment, pour protéger au plus tôt les populations de ce virus. Mais il y a d'autres ressorts, plus profonds.

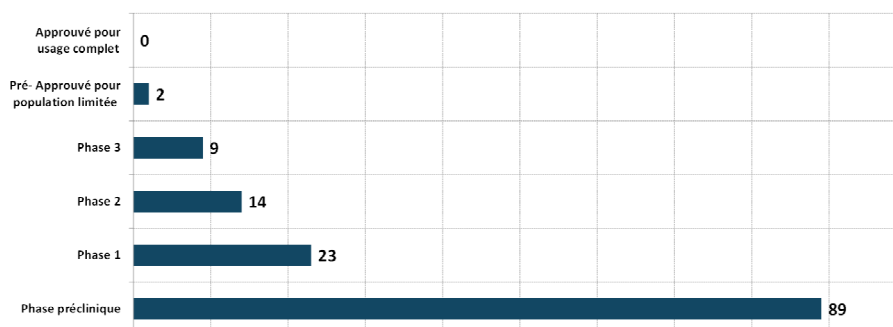
Cette pandémie a mis en lumière les limites des systèmes de santé de nombreux pays, notamment développés. Les chaînes de production de médicaments ont été globalisées au cours des deux dernières décennies, à mesure que les grands laboratoires cherchaient notamment à réduire les coûts. Elles sont devenues aussi plus fragiles, car plus complexes, plus concentrées géographiquement à certains stades, et donc sensibles à des chocs, tels que ce virus, qui affecteraient précisément ces zones. 80% des principes actifs seraient ainsi produits en Chine et en Inde. Désormais, c'est un enjeu de souveraineté pour les Etats de ne plus dépendre autant de tiers pour soigner leur population, de ne plus être à court de traitements en cas de crise.

Cette quête traduit aussi un enjeu économique. La Chine ne vise pas seulement la production de principes actifs, d'excipients, elle a surtout pour ambition de devenir un acteur majeur de la Recherche et Développement. L'annonce fin 2019 par l'agence américaine du médicament (FDA) de l'homologation d'un premier traitement anti-cancéreux chinois a fait grand bruit. L'oncologie, segment très innovant, était jusqu'alors la chasse gardée des laboratoires développés. Preuve que le développement d'une filière biotechnologique chinoise est en cours. Demain, la Chine pourrait conserver les matières premières pour ses traitements. Alors, plus que la rupture momentanée de l'approvisionnement, cette concurrence nouvelle et le risque de pénurie devraient inciter les Etats-Unis et l'Europe à rapatrier ces productions. D'autant que pour certains pays, le secteur de la santé fait partie de la réponse économique envisagée à cette crise : relocaliser les chaînes de production, investir dans la R&D doit permettre également de participer à la ré-industrialisation et créer un cercle plus vertueux pour l'économie.

Souveraineté, puissance économique, relance, cette course au vaccin symbolise l'importance (re)prise par le secteur de la Santé qui devient un nouveau terrain d'affrontement des états engagés dans la démondialisation. En revanche, et même si les investisseurs accueilleront positivement leur découverte, ces vaccins ne guériront pas tous les maux de l'économie mondiale nés de déséquilibres creusés par le « monde d'avant », et qui eux resteront à traiter.

Focus de la semaine

Nombre de recherches recensées dans le monde pour un vaccin contre la Covid-19



« Selon l'OMS, 149 recherches de vaccin sont menées à travers le monde dont la moitié en Chine »

Sommaire

Suivi des marchés p2
 Marchés obligataires
 Marchés actions

Suivi macroéconomique p3
 Etats-Unis
 Europe
 Asie

Suivi des Marchés

Obligataires

La semaine est marquée par un net rebond des rendements des dettes souveraines avec une amplitude assez comparable dans la plupart des zones. A l'origine de ce mouvement, les annonces par la FED d'un changement de stratégie de politique monétaire mais aussi en raison de montants records de Treasuries émis, avec 170Md\$ sur des maturités 2, 5 et 7 ans. Les courbes enregistrent un mouvement de pentification significatif. Les rendements à 10 ans américains et français clôturent la semaine en hausse de 9pb à respectivement, 0.72% et -0.11%. Par ailleurs, on note une reprise d'activité sur le marché du crédit, avec des émissions hybrides pour Vodafone, OMV et Total.

Actions

Les marchés actions européens s'apprécient de 1,7% sur la semaine (Indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne), portant la baisse à -11% depuis le début de l'année. Ceux-ci sont portés par les espoirs de mise sur le marché d'un vaccin contre le Covid19 (la FDA s'est montrée disposée à autoriser un vaccin avant la fin complète des tests de phase III) ainsi que par les mesures de soutien à l'économie. Notamment, Berlin annonce la prolongation de 12 mois de son dispositif de chômage partiel et des aides aux petites et moyennes entreprises. D'un point de vue sectoriel, la hausse est soutenue par le secteur de la Finance (+4%), en lien avec l'allocation de Jérôme Powell lors du symposium de Jackson Hole et le mouvement hebdomadaire de hausse des taux longs. Les secteurs plus défensifs de la Santé et des Services aux collectivités ne participent pas au rebond (respectivement -0,3% et -2%). Le secteur de la technologie s'apprécie de 2,8% sur la semaine et signe la meilleure performance sectorielle depuis le début de l'année (+8,2%). Au niveau des valeurs, on retrouve essentiellement des titres de santé parmi les plus fortes baisses hebdomadaires. Les spécialistes du diagnostic Diasorin et BioMérieux se replient de près de 10% suite à des parcours boursiers très positifs depuis le début de l'année (+58% pour BioMérieux). En termes de performances géographiques, les indices des pays du Nord de l'Europe de la Finlande et de la Suède surperforment sur la semaine (+2,5% et +2,3%) et affichent des performances positives depuis le début de l'année (+2,3% et 2,1%). Enfin, sur la semaine comme depuis le début de l'année, l'indice MSCI EMU surperforme l'indice MSCI Europe, ce dernier étant pénalisé par les incertitudes liées au Brexit et la possibilité d'une sortie sans accord.

Aux Etats Unis, le S&P 500 progresse fortement, franchissant ses plus hauts historiques dans une semaine marquée à nouveau par une surperformance des géants de la communication et du numérique. Alors que Facebook a lancé cette semaine sa propre plateforme de vente en ligne (Facebook Shop), la publication de résultats de Salesforce, qui témoigne de l'accélération de la digitalisation du commerce et du marketing, a profité à d'autres plateformes Cloud comme Adobe, Veeva ou Service Now. Les financières ont profité d'une repentification de la courbe des taux sur la semaine tandis que des secteurs endettés et potentiellement pénalisés par une remontée des taux ont évolué en baisse à l'image de l'énergie et des services aux collectivités. Alors que les perspectives de sorties rapides de vaccins se précisent et que Abbott Laboratories a reçu l'approbation pour commercialiser un test rapide et très compétitif du Covid, déstabilisant les autres sociétés de diagnostics fournissant des tests, beaucoup de valeurs sensibles à une amélioration sur le plan sanitaire ont fortement rebondi à l'image des compagnies aériennes et de sociétés des secteurs du tourisme et des loisirs (Carnival, Live Nation, Expedia, Disney...).

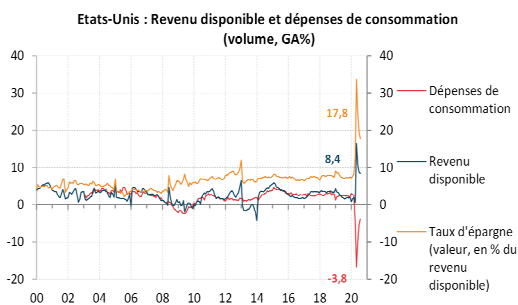
Les marchés asiatiques sont en hausse sur la semaine. Globalement, les investisseurs asiatiques ont souhaité saluer la reprise des discussions entre Chine et Etats-Unis. La Chine est ainsi le meilleur performeur sur la période. S'en suit l'Inde, suite au discours de Jerome Powell arguant de n'être pas pressé de remonter les taux. Le pays bénéficie ainsi d'un dollar relativement faible. Le Japon figure parmi les moins bons pays de la zone du fait de l'annonce vendredi de la démission du premier ministre Shinzo Abe. Ce dernier quitte le pouvoir pour raison de santé. L'incertitude politique concernant son successeur a inquiété le marché et le yen s'est également apprécié sur la nouvelle. La Malaisie est le moins bon performeur, le gouvernement ayant annoncé la prolongation des mesures de restriction, notamment sur la circulation des personnes, jusqu'au 31 décembre.

Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Les progrès de la consommation se sont modérés au mois de juillet »

À l'occasion du symposium annuel de Jackson Hole, le président de la Fed **Jerome Powell a dévoilé officiellement une modification du cadre de la politique monétaire**, principal résultat de la revue de stratégie, d'outils et de communication menée depuis début 2019. **La stratégie de la Fed évolue vers l'adoption d'un ciblage d'inflation moyenne (Average Inflation Targeting, AIT), qui consiste à compenser les périodes où l'inflation est inférieure à la cible, par des périodes où l'inflation est supérieure à la cible.** En l'espèce, la Fed a opté pour un ciblage flexible, puisqu'aucune



Sources: Coveo Finance, BFA

L'épargne personnelle est la différence entre revenu personnel disponible (Revenu personnel - Impôts sur le revenu et cotisations sociales) et les dépenses personnelles (dépenses de consommation, paiements d'intérêts et transferts courants). Définition différente de la FED qui considère l'identité Epargne Investissement.

précision chiffrée n'est apportée quant à l'ampleur du dépassement de la cible, ni sa durée. La déclaration révisée sur les objectifs de long terme publiée simultanément par la Fed indique que **le FOMC « cherche à atteindre une inflation moyenne de 2 % au fil du temps »** et juge qu'« après les périodes où l'inflation a été inférieure à 2% de façon persistante, une politique monétaire appropriée visera probablement à atteindre une inflation modérément supérieure à 2 % pendant un certain temps ». Dans la mesure où les membres de la Fed insistent depuis longtemps sur le caractère symétrique de la cible d'inflation, ce changement de cadre relève davantage de l'évolution que de la révolution, une formulation que J. Powell a approuvée lors de la séance de questions-réponses qui a suivi son discours. **Cette évolution officialise toutefois un changement de la fonction de réaction de la Fed vers une plus grande tolérance vis-à-vis de l'inflation, ce qui implique une politique monétaire structurellement plus accommodante.** La

déclaration sur les objectifs de long terme comprend également une modification des termes concernant l'objectif de plein emploi : les décisions de politique monétaire seront prises en fonction de l'évaluation des « faiblesses » (*shortfalls*) en termes d'emploi et non plus en fonction des « déviations » par rapport au plein emploi. Ce changement terminologique introduit donc une asymétrie de l'objectif de plein-emploi. M. Powell a souligné dans son discours que cette modification peut paraître subtile mais elle reflète « **le point de vue du comité selon lequel un marché de l'emploi robuste peut-être maintenu sans provoquer de flambée d'inflation** ». Ainsi la Fed ne réagira pas à un marché du travail en tension tant que celui-ci ne génère pas de pressions inflationnistes indésirables ou d'autres déséquilibres. Le FOMC prend ainsi acte de l'aplatissement de la courbe de Phillips qui illustre la relation négative entre inflation et taux de chômage. Par ailleurs, la Fed a annoncé qu'elle mènerait désormais tous les cinq ans environ une revue approfondie de sa stratégie, de ses outils et de ses pratiques de communication. La prochaine réunion du FOMC qui doit se tenir les 15 et 16 septembre pourrait être l'occasion pour la Fed d'annoncer comment elle compte faire évoluer opérationnellement sa politique monétaire pour refléter ce nouveau cadre, notamment en précisant ses indications prospectives sur le taux directeur (*forward guidance*). Lors des dernières réunions, la possibilité de lier un mouvement sur le taux directeur à l'atteinte d'un objectif chiffré, en termes de chômage ou d'inflation, était l'évolution la plus envisagée.

Du côté de l'activité, les données dans l'industrie suggèrent une poursuite du redressement au cours de l'été. Les commandes de biens durables ont progressé de 11,2% en juillet par rapport au niveau de juin. Le rebond repose largement sur le secteur automobile qui enregistre une hausse mensuelle de 22% des commandes. Ce secteur connaît une phase de rattrapage important depuis mai après avoir été quasiment à l'arrêt au début du printemps. Les autres composantes sont également bien orientées, à l'image des machines (+2%), des équipements informatiques et électroniques (+2,2%) et des pièces métalliques (+2%). En rythme annuel, les commandes de biens durables s'inscrivent en baisse de -5%, contre -12% en juin. Par ailleurs, **les données d'enquêtes régionales publiées cette semaine dans le secteur manufacturier sont mieux orientées en août.** Les indices de la Fed de Richmond et de Kansas City s'établissent à respectivement 18 et 14 (après 10 et 3 en juillet).

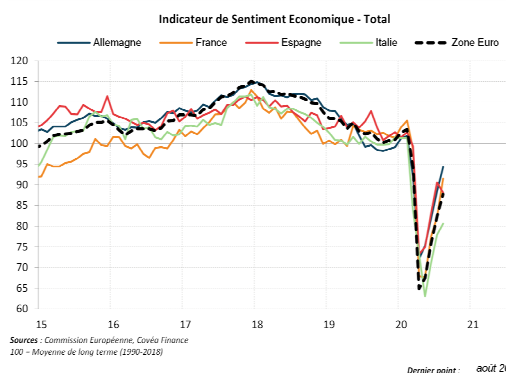
Concernant les ménages, la consommation a progressé en juillet, soutenue à la fois par les dépenses en services, en biens durables et en biens non durables. La progression mensuelle est toutefois plus ténue que les mois précédents (+1,6%, après +8,4% et +5,7% en mai et juin), signe d'un certain essoufflement de l'effet de rattrapage suite à la levée partielle des mesures sanitaires. En rythme annuel, la consommation reste en contraction de 3,8%. Le revenu disponible et le taux d'épargne ont légèrement reflué en juillet, tout en restant à un niveau historiquement élevé en raison des soutiens gouvernementaux aux revenus (+8,4% en rythme annuel pour le revenu disponible et 17,8% du revenu disponible pour le taux d'épargne). Ces niveaux pourraient néanmoins diminuer en août en raison de l'expiration au 31 juillet des indemnités chômage exceptionnelles de 600\$ par semaine. Par ailleurs, l'indice de confiance du Conference Board enregistre une baisse marquée en août et atteint son plus bas niveau depuis 2014 (84,8, contre 85,7 pour le précédent point bas d'avril 2020). **La dégradation suggère une poursuite des inquiétudes des ménages face à un marché du travail détérioré, la diminution du soutien public au revenu et la persistance de l'épidémie.**

Dans l'immobilier, les ventes de logements neufs ont poursuivi leur forte progression en juillet (+13,9% en glissement mensuel), confirmant la tendance positive initiée depuis le mois de mai. Le niveau des ventes atteint un plus haut depuis 2006, dans un contexte de baisse des taux hypothécaires suite à l'assouplissement monétaire sans précédent de la Fed.

Suivi Macroéconomique

Europe

« Les indicateurs du climat des affaires poursuivent, dans l'ensemble, leur rebond en août »



Cette semaine, les indicateurs de climat des affaires ont confirmé le rebond de l'activité économique durant l'été. Ainsi, après un recul historique en avril et en mars, l'indicateur du climat des affaires de la Commission européenne (indicateur de sentiment économique) s'est de nouveau inscrit en hausse en août pour atteindre 87,7, effaçant environ 60% du recul enregistré au pire de la crise. L'indicateur reste toutefois bien en-deçà de sa moyenne de long-terme (100). L'indice sur les perspectives d'emploi en Zone euro connaît un développement similaire. Par secteurs, l'amélioration concerne les services, l'industrie ainsi que la distribution. Le secteur de la construction, où la confiance est restée relativement élevée, ne connaît pas le même rebond. Enfin, la confiance des consommateurs se stabilise sur des niveaux historiquement bas, ce qui peut interpellé sur la capacité de la consommation privée à soutenir la croissance dans un climat incertain. Par pays, on notera que l'indice espagnol s'est contracté sur le

mois, à rebours des autres pays. En Allemagne et en France, les indicateurs de climat des affaires nationaux connaissent une trajectoire similaire à celle de l'indicateur de sentiment économique, avec une poursuite du redressement en août dans la plupart des secteurs. Ce rebond doit toutefois être interprété avec précaution et ne présage pas nécessairement d'une reprise durable de l'activité.

Du côté des données d'activité, les dépenses de consommation en biens des ménages ont légèrement augmenté en France en juillet (+0,5% par rapport au mois précédent), après deux mois de forte croissance sur fond de déconfinement. De ce fait, les dépenses des ménages en biens retrouvent les niveaux de la fin de l'année 2019. En Espagne, les ventes au détail enregistrent la même tendance (+1,1% par rapport au mois précédent).

Les agrégats monétaires, qui mesurent la création monétaire en Zone euro, continuent d'accélérer en juillet, illustrant ainsi l'accumulation de liquidités par les acteurs économiques et le recours aux programmes de prêts garantis. La croissance annuelle de l'agrégat M1 atteint ainsi 13,5%, proche des plus hauts historiques. La principale source de création de la monnaie demeure les crédits, et en particulier les crédits aux entreprises dont la croissance annuelle reste dynamique à 6,5% sur l'année. La croissance des crédits aux ménages ne montre pas la même accélération, en lien avec la faiblesse des crédits à la consommation.

En France, les prix à la consommation décélèrent au mois d'août avec une progression annuelle de 0,2% (contre 0,9% le mois précédent). Cette baisse de l'inflation s'explique par le décalage des soldes d'été, qui a entraîné une réduction de la composante produits manufacturés.

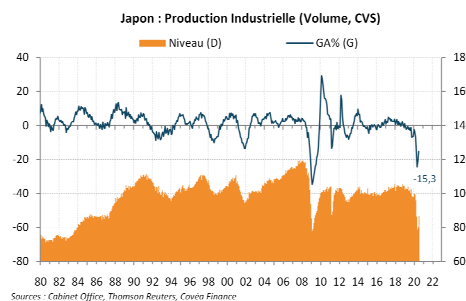
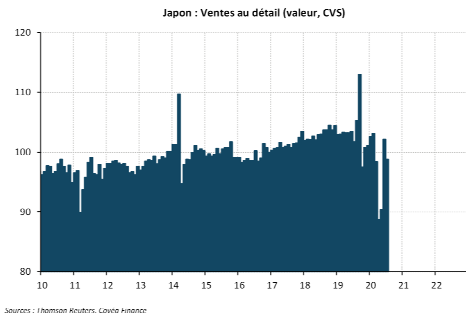
Face à des économies fragilisées et des perspectives incertaines, les gouvernements allemands et français ont annoncé une extension des mesures de chômage partiel. En France, le dispositif mis en place pour faire face à l'épidémie de covid-19 a ainsi été prolongé jusqu'au 1er novembre au moins. En Allemagne, les mesures de chômage partiel ont été étendues de 12 mois, jusqu'en 2021 (soit une durée totale de deux ans contre un an à l'origine). Ces mesures, qui semblent avoir permis de limiter la hausse du chômage, auront toutefois un coût significatif pour les finances publiques. En France, le gouvernement a également annoncé une extension des délais de remboursement des prêts garantis par l'Etat ainsi que la mise en place de nouveaux prêts, à plus long terme, garantis par l'Etat

Enfin, la commission européenne a proposé au Conseil une clé de répartition pour les 100 milliards d'euros du dispositif SURE, l'un des trois instruments mis en place par l'Union Européenne dans le cadre de son plan de soutien. Ces fonds seront distribués aux Etats-Membres sous forme de prêts pour financer les dépenses relatives aux dispositifs de chômage partiel. Cette clé de répartition a été construite à partir des Etats ayant sollicité l'instrument SURE, elle exclut donc l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Finlande. Les 15 états restants recevront 81,4 Mds€ de prêts dont 27,4Mds€ pour l'Italie (soit 1,5% du PIB environ) et 21,3Mds€ pour l'Espagne (soit 1,7% du PIB).

Suivi Macroéconomique

Asie et reste du monde

« Démission surprise du premier ministre japonais Shinzo Abe »



Au Japon, la semaine s'est conclue par l'annonce surprise de la démission du premier ministre, Shinzo Abe, pour raison de santé. M. Abe restera dans l'histoire moderne du Japon comme le ministre ayant fait preuve de la plus grande longévité avec un mandat de plus de 7 ans (7 ans et 8 mois), gage d'une certaine forme de stabilité dans la politique économique du pays. Il s'était illustré à la fin de l'année 2012 par l'ouverture de grands chantiers de réformes structurelles pour l'économie japonaise, inclut dans un vaste programme économique de lutte contre la déflation, communément appelé les « *Abenomics* » (3 flèches : *Budgétaire, Monétaire et Structurelle*). Le nouveau dirigeant qui lui succèdera sera désigné par un vote des adhérents et élus du Parti Libéral Démocrate (PLD)

Sur le plan des données économiques, au delà de la forte volatilité liée aux mesures de confinement du début d'année, les ventes au détail restent sur une trajectoire baissière sur le mois de juillet. Du côté de l'industrie, malgré un rebond de l'activité sur le mois, le niveau de la production reste inférieure de plus de 15% au niveau relevé en juillet 2019.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-4,6	-16,3	-15,8	-11,0	-8,2			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	-4,7	-16,7	-9,9	-5,1	-3,8			
	Créations / Destructures nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	-1373	-20787	2725	4791	1763			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	-5,3	-21,8	-28,2	-18,0				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,4	8,0	6,6	4,9	4,8			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,5	0,3	0,1	0,7	1,0			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4600,6	4673,4	4729,0	4727,1	4745,4		
		Taux de chômage (%de la population active)	7,2	7,5	7,7	7,8			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,7	0,3	0,1	0,3	0,4		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	80,9	70,2	81,7	93,6	99,2	100,1	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	0,1	-5,7	7,3	3,1			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-15,2	-37,0	-29,4	-10,8			
	France	Exportations (valeur, CVS, GA%)	-11,7	-31,0	-25,5	-14,6			
		Banque de France - Climat des affaires (indice)	54,3	50,5	83,4	89,1	99,4		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	-5,8	-16,7	-19,9	-11,4	-14,0	-13,4	
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-16,5	-32,7	-9,0	0,5	0,6		
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-17,8	-35,1	-23,4	-11,7			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-18,7	-44,0	-37,1	-22,5			
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-29,4	-43,4	-20,6	-13,7			
		PMI Manufacturier (Indice)	40,3	31,1	45,4	47,5	51,9		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-14,5	-44,0	-25,5	-14,9			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-14,1	-34,1	-24,7	-14,0			
		PMI Manufacturier (Indice)	45,7	30,8	38,3	49,0	53,5		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-16,3	-39,8	-31,1	-14,0			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-7,4	-24,0	-20,1	-12,5			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	-6,1	-22,7	-12,9	-1,6	1,4		
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	1,5	0,8	0,5	0,6	1,0		
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-6,9	-12,0	-13,9	-2,0		
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-10,3	-22,7	-25,1	-26,3	-21,0	
			Salaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	0,1	-0,7	-2,3	-1,9		
Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)			0,4	0,1	0,0	0,1	0,3		
Chine		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	-1,1	3,9	4,4	4,8	4,8		
		Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	-25,9	-18,7	-11,8	-7,7	-5,0		
		Importations (valeur, NCVS, GA%)	-1,1	-14,2	-16,6	2,7	-1,4		
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-8,0	-25,9	-20,2	-12,2			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,3	2,4	1,9	2,1	2,3		
	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	0,4	-6,6	-9,6	-9,4	-8,0		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,6	3,1	3,0	3,2	3,4		

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	25/06/20	28/08/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 25/06/20 (% ou pbs)*
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	0,25	0,25	-1,50	0,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,10	0,10	-0,65	0,00
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	0,50	0,50	-0,75	0,00
		Brésil	4,50	2,25	2,00	-2,50	-0,25
		Russie	6,25	4,50	4,25	-2,00	-0,25
		Inde	5,15	4,00	4,00	-1,15	0,00
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,69	0,72	-1,20	0,04
		France OAT	0,12	-0,12	-0,11	-0,23	0,02
		Allemagne	-0,19	-0,47	-0,41	-0,22	0,06
		Italie	1,41	1,31	1,04	-0,37	-0,26
		Royaume-Uni	0,82	0,15	0,31	-0,51	0,16
		Japon	-0,01	0,02	0,06	0,07	0,04
		Corée du Sud	1,63	1,34	1,49	-0,14	0,15
		Russie	3,71	4,90	3,64	-0,07	-1,27
	Russie	6,28	5,72	6,15	-0,13	0,43	
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	235,0	238,8	0,46	1,61
Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,19	6,2	6,1
		Sterling	0,85	0,90	0,89	5,4	-1,3
		Yen	121,8	120,3	125,4	3,0	4,3
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1205	1184	1,5	-1,7
		Real brésilien	4,0	5,4	5,4	33,7	0,5
		Rouble	62,1	69,0	74,0	19,2	7,2
		Roupie indienne	71,4	75,7	73,4	2,8	-3,0
		Yuan	7,0	7,1	6,9	-1,4	-3,0
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3084	3508	8,6	13,8
		Japon - Nikkei 300	352	323	333	-5,5	3,1
		France - CAC 40	5978	4919	5003	-16,3	1,7
		Allemagne - DAX	5971	5302	5651	-5,4	6,6
		Zone euro - MSCI EMU	132	114	117	-11,0	3,3
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	6147	5964	-20,9	-3,0
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2112	2354	8,2	11,4
		Brésil - Bovespa	118573	95983	102143	-13,9	6,4
		Russie - MICEX	3076	2761	2980	-3,1	7,9
		Inde - SENSEX	41254	34842	39467	-4,3	13,3
		Chine - Shangaï	3050	2980	3404	11,6	14,2
		Hong Kong - Hang Seng	28190	24782	25422	-9,8	2,6
		MSCI - BRIC	1129	1039	1179	4,4	13,5
	Euro	S&P (€)				2,3	7,2
		Nikkei 300 (€)				-8,2	-1,1
		FTSE 100 (€)				-25,0	-1,7
	Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	317	346	-10,8
Indice CRB**			402	362	391	-2,6	8,0
Energétiques		Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	41	45	-31,7	9,7
Métaux précieux		Prix de l'once d'Or	1523	1762	1967	29,1	11,6
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5893	6667	8,0	13,1

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.